

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Pascal VITTECOQ
Responsable du département
Travaux, Prestations
techniques, Energie du GHT

**Cellule des Marchés
Publics**
☎ 02.32.73.30.29
cellule.marchespublics@ch-havre.fr

Affaire suivie par :
Stéphane TURLE
Responsable Qualité, Hygiène,
Sécurité, Environnement
☎ 02.32.73.38.69
stephane.turle@ch-havre.fr
&
François BOQUET
Chef de Service Sécurité
☎ 02.32.73.31.82
antoine.moutonnet@ch-havre.fr

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

MAINTENANCE ET FOURNITURE DES EQUIPEMENTS DE SECURITE INCENDIE

Numéro de la consultation : 25DTP008

PROCEDURE ADAPTEE

Selon les articles R2123-1-3° et R 2131-15 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Article 1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet :

- La fourniture d'équipements de sécurité incendie ainsi que des pièces détachées associées ;
- La réalisation des prestations de vérifications réglementaires, de maintenance préventive et corrective portant sur les matériels de sécurité incendie suivants :
 - Extincteurs ;
 - Bouches et poteaux d'incendie ;
 - Colonnes sèches ;
 - Robinets d'incendie armés (RIA) ;
 - Systèmes de désenfumage et compartimentage;
 - Matériels et dispositifs de signalisation de sécurité incendie.

Les prestations de maintenance, tant préventive que corrective, seront intégralement assurées par le titulaire du marché.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans le respect des règles de l'art, conformément à la réglementation en vigueur, et de manière à garantir le maintien en condition opérationnelle et la performance optimale des matériels concernés, contribuant ainsi à la prévention des risques de défaillance.

En ce qui concerne la fourniture d'équipements et de pièces détachées, les établissements de santé bénéficiaires disposeront d'un bordereau de prix unitaire applicable pendant toute la durée du marché.

Article 2 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1 Dispositions générales

2.1.1 Plan de prévention

Le titulaire du marché doit dès signature du marché prendre contact avec les représentants des établissements concernés pour établir un Plan de Prévention, par entité juridique et par site, en conformité avec le décret n°92-158 du 20 février 1992 et de l'Arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux.

Les copies certifiées conformes des habilitations des personnels amenés à intervenir devront être fournies aux représentants des établissements concernés lors de l'élaboration du plan de prévention annuel qui sera établi juste après la notification du marché et avant la première intervention.

Les interventions dans certains secteurs sensibles comme les blocs opératoires seront exécutées en horaires décalés et selon les procédures d'accès et d'hygiène hospitalière spécifiques aux établissements données en annexe.

2.1.2 Traçabilité et compte rendu d'intervention

Chaque intervention fera l'objet d'un rapport d'intervention en conformité à l'article GE10 du Règlement de Sécurité Incendie et sera inscrite au Registre de Sécurité Incendie. Celui-ci sera émargé et renseigné par le technicien du titulaire du marché selon les modalités de chaque établissement concerné.

Les opérations liées à un contrôle réglementaire feront l'objet d'un rapport précisant en plus des mesures effectuées, les opérations réalisées ainsi que le matériel utilisé (référence et date d'étalonnage).

A l'issue de chaque visite, le titulaire du marché rendra immédiatement compte au responsable sécurité des résultats de son intervention.

Le rapport d'intervention, sous format PDF, devra être retourné après chaque intervention, sous 7 jours (le non respect de ce délai entrainera les pénalités prévues exposées dans le présent document) avec les mentions suivantes :

- Le numéro du contrat ;
- Les coordonnées du prestataire ;
- Les coordonnées des entreprises fournisseurs des matériels neuf ;
- Désignation de l'établissement ou de l'installation vérifiée ;
- Objet de la vérification et/ou de l'intervention ;
- Type de vérification et/ou d'intervention ;
- Date(s) d'intervention ;
- Périodicité ;
- Limites éventuelles ou exclusions ;
- Les observations de l'agent technique du titulaire du marché (Anomalies, recommandations et conclusions) ;
- Un descriptif des opérations de remplacements effectuées (y compris les pièces internes, ex : ressorts, joint...) par type d'appareil et par site ;
- Nom du ou des agents techniques du prestataire ;
- Nom de la personne ayant accompagné l'agent technique du prestataire ;
- Les visas du représentant de l'entreprise prestataire et du représentant du client sur le site.

Un rapport annuel de vérification des équipements, portant la date de réalisation des dites vérifications, sera établi par site.

Les fiches techniques de renouvellement d'épreuve seront systématiquement remises aux représentants des établissements concernés.

Le titulaire du marché devra tenir à jour l'inventaire des équipements dans chaque établissement et informer des coûts à venir (changement de matériel, recharge etc...) afin que l'établissement concerné ait une visibilité sur son prochain budget annuel.

2.1.3 Garantie

Le délai de garantie des prestations est fixé à 2 ans à compter de la date de réception. Le titulaire du marché est tenu, pendant le délai fixé, d'effectuer à ses frais, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, toutes les recherches sur l'origine des défauts et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier à ces défauts, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou des matériaux employés ou des conditions d'exécution. Il doit procéder à ses frais (pièces et main d'œuvre), au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

Pendant la remise en état, il pourra être exigé un matériel de remplacement équivalent. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire du marché n'a pas procédé aux remises en état ou aux remplacements prescrits, ce délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Si le titulaire du marché n'est pas le fabricant des appareillages, il doit au titre du contrat prendre en charge la garantie de deux ans sur les extincteurs neufs. Dans ce cas, le titulaire du marché prend toutes dispositions en accord avec le fournisseur pour permettre les réparations sur les appareils neufs défectueux dans cette année de garantie.

2.1.4 Matériels hors contrat

Le titulaire du marché s'engage à dépanner, entretenir et réparer certains matériels qui ne rentrent pas dans les termes du présent contrat en raison par exemple de leur faible cadence d'utilisation, de leur âge ou de leur état d'usure, dans la mesure de leur conformité.

Il accomplira alors ces prestations de service aux conditions préférentielles de facturation précisées dans son bordereau de prix (taux horaire de la main d'œuvre, remise consentie sur le prix des pièces détachées) après acceptation du devis correspondant par le représentant de l'établissement concerné.

Les pièces détachées fournies à ce titre seront garanties deux ans.

2.1.5 Interlocuteur

A la mise en place du marché, les établissements du GHT souhaitent un interlocuteur disponible pour mettre au point les circuits de communication dans les meilleurs délais afin de répondre sans interruption aux besoins des structures.

De même au quotidien, les responsables des établissements devront pouvoir contacter un interlocuteur dans un délai de 48h (délai en jours ouvrés).

Le candidat présentera dans son offre le ou les personnes référent(es) qu'il désigne en tant qu'interlocuteur(s) pour le présent marché en précisant :

- les coordonnées,
- le profil et les compétences,
- la disponibilité.

2.1.6 Supports et outils de communication

Pour les fournitures sur bon de commande :

Le candidat indiquera dans son offre s'il dispose d'un support de communication dématérialisé afin de faciliter les commandes. Si c'est le cas, seront présentés les pré-requis techniques, notamment le nombre d'utilisateurs et de profil possibles.

Quelle que soit la solution (papier, web, informatique...), les agents hospitaliers doivent pouvoir trouver rapidement les références et les tarifs des produits disponibles à la commande et nécessaire au bon fonctionnement des services des établissements de santé. L'outil en place doit être clair, ergonomique, rapide, intuitif, et doit également permettre une recherche de produit par thème, afin de faciliter les recherches.

S'il ne dispose pas de mode informatisé, le candidat exposera ce qu'il met en place pour répondre précisément et rapidement aux besoins des services des établissements.

2.1.7 Processus de commande et de livraison des produits

Le candidat devra préciser les jours de livraison effectués sur le secteur de chaque établissement du GHT du lundi au vendredi. Les jours et heures d'ouverture des lieux de livraison sont précisés en annexe du présent document.

Le candidat présentera dans son dossier technique le ou les processus de commande qu'il propose, de la commande à la facturation et au suivi du marché.

Les produits seront conditionnés dans des emballages intacts et exempts de souillures qui n'émettent aucune odeur particulière (de goudron, de résine, de moisi, etc.).

Les sous - emballages doivent indiquer la désignation exacte du produit et la quantité conditionnée dans chaque contenant.

Les fournisseurs retenus assureront le transport et la livraison jusque dans les locaux des établissements de santé du GHT.

La majorité des produits seront à livrer dans les magasins de chaque établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire.

NOTA : Il est rappelé que les établissements du GHT sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécutée dans différents services y compris exceptionnellement sur les sites annexes. Les livreurs devront être équipés afin de décharger les marchandises avec leur propre matériel. En effet, l'attention des candidats est attirée sur le fait que tous les établissements de santé ne disposent pas de quai de déchargement.

Les heures et jours d'ouverture des magasins devront être respectés sous peine pour les livreurs de se voir refuser l'accès aux locaux et la livraison refusée, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Les articles devront être livrés dans les conditions suivantes :

- Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectueront sous l'entière responsabilité du titulaire du marché. Les sites de livraisons ne disposent pas tous d'un quai de déchargement.
- Le déchargement de la marchandise sera effectué par les agents du titulaire. Conformément à l'arrêté du 26 avril 1996 relatif aux règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par les entreprises extérieures, un protocole de sécurité sera signé entre l'établissement de santé et le titulaire du marché ou le transporteur qu'il aura clairement désigné.
- Toute livraison sera accompagnée d'un bon de livraison chiffré.
- Toute fourniture révélant un vice caché, postérieurement à la réception, est immédiatement signalée au titulaire du marché qui est tenu de la remplacer si toutefois il n'est pas prouvé que le défaut constaté ait une origine postérieure à la livraison.
- La fourniture de remplacement est identique à la fourniture initiale en ce qui concerne le type de produit, ses caractéristiques techniques et le prix.

Le candidat présentera dans son offre les conditions de reprise et ou d'échange des produits livrés en cas d'erreur de commande de la part des établissements du GHT. Si aucune précision n'est apportée sur ce sujet, le titulaire assurera l'emballage et le retrait de la marchandise à ses frais.

Le titulaire devra assurer la continuité de l'approvisionnement. Si des ruptures de produits sont constatées, la société titulaire devra proposer les produits de qualité équivalente à celle des produits initialement commandés, sans supplément de prix.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de le faire, l'établissement de santé se réserve le droit de commander cette fourniture à un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire du marché.

2.1.8 Suivi des consommations et des prestations des établissements de santé

Tous les semestres, le titulaire du marché transmettra à l'acheteur segment « Entretien et maintenance des bâtiments » du Groupement Hospitalier de Territoire, un état des prestations réalisées, par catégories, par mois et par établissement sous format Excel afin que les données puissent être retraitées par le GHT.

Une rencontre, entre le titulaire et les établissements de santé et/ou l'acheteur du GHT, peut être organisée une fois par an, ou plus si les conditions l'exigent, afin de faire un point sur l'exécution du marché, et les produits consommés.

2.1.9 Respect de la réglementation

L'ensemble des prestations et des produits proposés devra être conforme à la réglementation en vigueur.

Le prestataire exécutera le marché dans les conditions de sécurité et d'hygiène indiquées par les textes et les normes en cours et s'obligera à suivre la parution des nouveaux textes et normes qu'il devra mettre en œuvre. Il en informera le Groupement Hospitalier de Territoire.

2.1.10 Visites préalable sur site

Il est obligatoire aux candidats de visiter l'ensemble des lieux d'exécution avant de remettre leur offre. (Voir l'article 6.3 du Règlement de consultation).

2.2 Lot 1 - Prestations de vérifications réglementaires et de maintenance

2.2.1 Composition

- La vérification annuelle, le rechargement, la maintenance additionnelle quinquennale des extincteurs des établissements concernés, à **prix forfaitaire unitaire** suivant le bordereau de prix.
Le Groupe Hospitalier du Havre (GHH) procédant en interne à la vérification de son parc d'extincteur, ces opérations seront menées ponctuellement pour cet établissement.
- La vérification annuelle des dispositifs de désenfumage manuel des établissements concernés.
Le Groupe Hospitalier du Havre (GHH) procédant en interne à la vérification de ses dispositifs de désenfumage manuel, ces opérations seront menées ponctuellement pour cet établissement.
- La réparation des dispositifs de désenfumage manuel des établissements concernés.
- La vérification annuelle des bouches, poteaux incendie et colonnes sèches, RIA.
- La vérification quinquennale des colonnes sèches.
- La maintenance de tous dispositifs mécaniques et d'asservissements concourant à la sécurité incendie.
- La vérification annuelle de détection gaz CO des Parking PFME et Terrasses de Flaubert, et des chaufferies du GHH (*pour le GHH*).

2.2.2 Généralités

Le titulaire du marché s'engage à :

- Intervenir pour chacun des établissements concernés pendant les heures ouvrées des services sécurité,
- Respecter le règlement intérieur,
- Et se conformer à ses indications.

Le titulaire du marché devra avant chaque intervention dans les bâtiments et/ou installations concernées, fournir le nom de la personne qui sera en charge de la prestation. Le prestataire portera une tenue propre et clairement identifiable à l'effigie de son entreprise.

Le vérificateur doit prendre en compte toutes les dispositions pour que les manœuvres effectuées sur les installations et/ou équipements ne viennent pas déranger l'exploitation des établissements.

Les vérifications dans certains services particuliers nécessiteront l'assistance d'une personne du service de sécurité de l'établissement (les services psychiatriques par exemple).

Après son intervention, le titulaire du marché remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir. Un rapport d'intervention sera rédigé.

En cas de dégradations causées aux locaux au cours de ses interventions, le titulaire du marché s'engage à prendre en charge les frais de remise en état. Il devra remettre en état les dégradations dans un délai de 3 semaines.

La liste des bâtiments et installations techniques soumises à vérification périodique réglementaire, la dénomination des bâtiments et des installations concernées, ainsi que leurs adresses sont mentionnées en annexe.

2.2.3 Domaine réglementaire

La mission est conduite selon les méthodes professionnelles en usage. Elle s'exerce par référence selon le cas, aux textes législatifs et réglementaires, aux normes françaises homologuées, aux documents dits 'cahiers des charges D.T.U.' publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, ainsi qu'aux avis des commissions chargées de formuler des avis techniques sur les procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction.

Les conditions d'exercice du titulaire du marché seront conformes aux documents suivants :

- Norme NFS 61-919 relative à la maintenance des extincteurs mobiles.
- Normes NFS 61-213 et NFS 62-200 relatives aux bouches et poteaux incendie.
- Norme NFS 61-759 relative aux colonnes sèches.
- Norme NFS 62-201 relative aux RIA
- Norme NFS 61-922 pour les activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes.
- Guide de maintenance des extincteurs mobiles du C.N.M.I.S. (dernière édition).
- Règlement de sécurité du 25 juin 1980
- Arrêté du 11 décembre 2007 relatif aux conditions d'agrément pour les vérifications réglementaires prévues dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur.
- Toutes normes à paraître relatives aux équipements faisant l'objet du marché.

Le titulaire du marché devra posséder :

- Le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) d'agent vérificateur des équipements de moyens de secours ou un diplôme délivré après une formation équivalente reconnue ;
- L'habilitation électrique pour la maintenance du matériel dans les locaux électriques.

Le titulaire du marché indiquera s'il possède :

- Une certification APSAD ;
- Une certification NF Service ;
- Ou toutes autres certifications utiles aux prestations demandées.

2.2.4 Nature de la prestation

La prestation concerne :

- La vérification annuelle et la maintenance additionnelle quinquennale des extincteurs, hormis pour le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le rechargement et la vérification ponctuelle des extincteurs ;
- La vérification annuelle des dispositifs de désenfumage manuel, hormis pour le Groupe Hospitalier du Havre
- La réparation des dispositifs de désenfumage manuels, et de tous dispositifs mécaniques concourant à la sécurité incendie ;
- La vérification annuelle des bouches et poteaux incendie ;
- La vérification annuelle et quinquennale des colonnes sèches ;
- La vérification annuelle et décennale des RIA ;
- L'entretien des blocs porte coupe-feu ;

- La vérification annuelle de détection gaz CO des Parkings PFME et Terrasses de Flaubert, et des chaufferies (pour le GHH) ;
- **Dépannages, interventions, réparations et remises en conformité.**

Le titulaire du marché précisera dans son mémoire technique

- la nature des opérations réalisées,
- leur mode opératoire,
- et le matériel mis en œuvre pour réaliser les vérifications demandées au présent dossier de consultation.

2.2.5 Description des prestations obligatoires de maintenance préventive pour chaque équipement

Les prestations comportent à minima :

A – Ouvrants ou exutoires :

- Ouverture de l'appareil ;
- Vérification de la tension des ressorts d'ouverture ou des vérins ;
- Contrôle de l'état des joints entre ouvrants et dormant ;
- Vérification des articulations ;
- Contrôle de l'état des fusibles s'il y a lieu ;
- Redressage éventuel du cadre ouvrant ;
- Réglage du système de déclenchement (verrou) ;
- Fermeture des appareils, contrôle de l'enclenchement des gâches ;
- Contrôle du bon fonctionnement d'ouverture / fermeture ;
- Vérification et resserrage des vis de fixation s'il y a lieu ;
- Contrôle de la tête du vérin et graissages des parties mobiles.

Pour le désenfumage manuel actionné par commande pneumatique, le remplacement des cartouches utilisé sera à la charge du titulaire du marché

B – Extincteurs :

Les opérations de maintenance préventive systématique des extincteurs font l'objet d'un prix forfaitaire comprenant :

- le déplacement, la main d'œuvre
- le remplacement des plombs millésimés, des joints d'étanchéité et des goupilles

Le remplacement des joints de tête sera conforme aux principes suivants :

- joints toriques : tous les ans
- joints plats en nitrile ou néoprène : tous les deux ans

Les extincteurs à eau pulvérisée et à poudre pourront faire l'objet d'une révision en atelier et d'un renouvellement de la charge tous les 10 ans, conformément à la norme NF S 61-919 de juillet 2004.

Les extincteurs à CO2 feront l'objet d'un échange standard systématique tous les 10 ans.

Le remplacement des charges doit être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des moyens de secours.

Si le titulaire du marché estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, le titulaire du marché mettra à sa charge des moyens de secours temporaires identiques à ceux faisant l'objet de l'échange standard ou de la réparation.

Lors du remplacement de pièces usées ou détériorées, le titulaire du marché présentera les dites pièces au représentant de l'établissement concerné.

Contrôle des vérifications des extincteurs :

Sur demande de chaque établissement du GHT, à l'issue de chaque prestation de maintenance, un contrôle qualité sur un échantillon d'extincteurs (ex : 2 à 3 pressions auxiliaires et 2 permanents), prélevés au hasard au sein des différentes structures par site, sera réalisé afin de s'assurer que la prestation a été exécutée conformément aux prescriptions du marché.

Cette vérification devra avoir lieu rapidement après que l'ensemble de la maintenance ait été réalisée (environ 1 ou 2 semaines après la fin de la vérification), en présence du titulaire du marché et d'un représentant de l'établissement concerné.

Les frais de ces contrôles seront à la charge du titulaire du marché. En cas d'anomalie, les pénalités prévues s'appliqueront et l'ensemble des extincteurs du site concerné devront être re-controlés en présence des deux parties à la charge exclusive du titulaire du marché.

B1. Extincteur à gaz carbonique (CO2)

- Démontage du tromblon ;
- Pesage de l'extincteur (voir poids vide) ;
- Déplombage ;
- Replombage (plomb, marque, société et année) ;
- Remontage tromblon après vérification ;
- Echange de l'extincteur après 10 ans de la date du constructeur (mine obligatoire).
- Pose de l'étiquette de vérification avec signature du technicien ;
- Joint et plombage compris ;
- Fixation correcte au mur et panneau signalétique à remettre en place si absent (inclus au marché) ;

B2. Extincteur portatif (eau pulvérisée avec additif) et poudre polyvalente

- Démontage de la tête de percussion ;
- Démontage de la sparklets pour pesage ;
- Changement du joint d'étanchéité ;
- Déplombage ;
- Vérification du mécanisme de percussion et graissage ;
- Plombage (plomb marque société et année) ;
- Vérification intérieure de l'appareil pour corrosion si eau pulvérisée ;
- De l'état de détassage de la poudre ;
- Vérification de la date des additifs flottants (sans maxi) ;
- Remontage ;
- Joint et plombage compris ;
- Fixation correcte au mur et panneau signalétique à remettre en place si absent (inclus au marché) ;
- Pose de l'étiquette de vérification avec signature du technicien.

C – Robinet incendie armé (RIA) :

- L'étanchéité et le parfait état de toutes les parties mécaniques du RIA ;
- L'état des composants de l'alimentation d'eau ;
- Le bon fonctionnement des dévidoirs de support ;
- Le niveau de pression des RIA (au moyen du relevé de pression du robinet d'incendie armé le plus défavorisé) ;
- Le bon fonctionnement de la pompe, du moteur et du suppresseur ;
- La signalétique réglementaire, fourniture et pose si besoin (inclus dans marché) ;
- La mise en eau des RIA, pour qu'ils soient prêts à l'utilisation.
- L'établissement d'un rapport de contrôle

D – Poteau et bouche incendie :

- Contrôle visuel du poteau (accessibilité, état général) ;
- Ouverture et fermeture des vannes et vérification du fonctionnement de chaque appareil ;
- Vérification du clapet ;
- Réalisation d'une mesure du débit et de la pression délivrée par chaque poteau et chaque bouche selon la norme NF S 61-200 ;
- Vérification du bon fonctionnement de la vidange de chaque appareil ;
- Contrôle du système contre le gel et du drainage ;
- Contrôle de l'accessibilité ;
- Etablissement du rapport d'essais hydrauliques.

E – Colonnes sèches – Périodicité annuelle :

Les essais seront réalisés suivant la NORME NFS 61-759.

Essai hydrostatique à débit nul :

- Contrôle de l'état général extérieur apparent (usure des pièces, dégâts),
- Mise en eau de la colonne (au moyen d'un poteau incendie),
- Mise sous pression d'épreuve (avec pompe d'épreuve) à 1,5 fois la pression de service, et au moins à 16 bars au niveau de l'alimentation de la colonne (durée 1 heure).

F - Essais des colonnes sèches – périodicité quinquennale :

Les essais seront réalisés suivant la NORME NFS 61-759.

Essai hydraulique en régime d'écoulement :

- Mise sous pression, avec utilisation de pompe, à 15 bars (au niveau de l'alimentation) avec un débit de 60 m³/h (pour colonne DN 65) ou 100 m³/h (pour colonne DN 100)
- Mesure de pression aux prises les plus défavorisées.
- Mesure des débits aux prises les plus défavorisées au moyen de 2 lances à 500 l/min.
- S'assurer de l'absence de corps étrangers dans la colonne qui diminuerait le couple pression / débit.
- Etablissement du rapport d'essais hydrauliques.

Essai hydrostatique à 25 bars :

- Contrôle de l'état général extérieur apparent (usure des pièces, dégâts),
- Vérifications des prises incendie à chaque étage pour contrôle des fermetures & bouchons,
- Mise en eau de la colonne sèche,
- Mise en pression avec la motopompe à 25 bars,
- Visite de la colonne sur chaque étage pour contrôle d'étanchéité
- Dégazage à la dernière prise incendie
- Installation d'un manomètre à la dernière prise incendie : Etude de la perte de charge pour diagnostic.
- Enlèvement du manomètre Bouchonnage.
- Rédaction d'un Rapport de vérification détaillé.

G - Entretien des blocs porte coupe-feu battante

Vérification et essai de fonctionnement

- Vérification de l'absence d'obstacle à la fermeture
- Vantaux : état extérieure, sondage des isolants
- Battements : Contrôle des fixations et des isolants
- Dormants : Stabilité mécanique
- Scellements : Vérifier l'absence de fissure
- Joints d'étanchéité : Présence et absence d'humidité sur les joints intumescents
- Oculus : Vitrage, serrage des pareclos, présence de joints

- Déclencheurs thermiques et électromagnétiques : Vérification des raccordements électriques

Réglages

- Ferme-portes hydrauliques
- Sélecteur de fermeture
- Ventouses électromagnétiques
- Serrure - Verrous et dispositifs antipanique (gâches)
- Déclencheurs thermiques ou électromagnétiques
- Contrôle et resserrage de la visserie

Graissage/ lubrification

- Accessoires de fermeture et de pivotement
- Pastille d'autocontrôle sur chaque bloc porte contrôlé indiquant : Le nom de la société, le mois et l'année.
- Rédaction d'un rapport d'intervention sur l'ensemble des installations contrôlées.

2.2.6 Vérification annuelle de détection gaz CO des Parkings PFME et Terrasses de Flaubert, et des chaufferies du GHH

Le titulaire du marché assurera la vérification annuelle du système de détection gaz CO du Parking PFME (Hôpital J. Monod - GHH), du Parking Terrasses de Flaubert (Hôpital Flaubert – GHH), et des chaufferies des établissements du GHH.

L'objet consiste en une vérification de l'efficacité des détecteurs et leur étalonnage.

Le titulaire du marché proposera un prix unitaire (fourni, posé, calibré) pour le remplacement des détecteurs compatibles avec les systèmes en place.

Le titulaire du marché fournira les attestations fournissant sa capacité à exécuter ce type de prestation.

2.2.7 Périodicité des visites

Les vérifications réglementaires et la maintenance se feront dès l'attribution du marché, à l'issue du bon de commande dressé par le représentant de chaque établissement concerné.

Le titulaire du marché planifiera ses interventions obligatoirement avec le représentant de chaque établissement concerné dès l'attribution du marché.

La réglementation impose un minimum d'une vérification par an pour chaque extincteur. L'espacement entre deux visites systématiques d'un même appareil doit être compris entre 11 et 13 mois.

Les prestations seront effectuées les jours ouvrables.

Les opérations de maintenance corrective se feront quant à elles chaque fois que nécessaire, suite à la constatation d'une anomalie lors d'une vérification préventive ou à tout moment sur demande de chaque établissement concerné.

Les opérations de maintenance corrective seront rémunérées sur la base de prix unitaires (main d'œuvre et déplacement compris).

Les vérifications préventives peuvent être effectuées en même temps qu'une maintenance corrective à condition que le délai restant jusqu'à la date programmée n'excède pas 1 mois.

2.2.8 Dépannages, interventions, réparations et remises en conformité

Les dépannages seront effectués sur simple appel téléphonique du représentant de l'établissement concerné au référent technique du titulaire du marché. Celui-ci déléguera sur place un technicien compétent **dans un délai maximum de 4 heures**.

Ce technicien remettra le matériel en bon état de fonctionnement, tout en se réservant le droit de faire procéder à la réparation dans les ateliers de son entreprise.

Pour les extincteurs, **si la privation du matériel doit excéder 24 heures**, le titulaire du marché prêtera gratuitement un matériel de remplacement à l'établissement concerné.

La fourniture des pièces changées sera mentionnée sur le compte rendu d'intervention, y compris les échanges standards.

Réparations, remises en conformité des dispositifs incendie :

Le titulaire du présent marché pourra à la demande de chacun des établissements du GHT, et après établissement d'un devis, réaliser des réparations et des remises en conformité des dispositifs incendie.

Le devis sera établi suivant les prix du bordereau 'Fournitures des équipements de sécurité incendie'. Dans le cas où le matériel ne figure pas au bordereau, le titulaire du marché s'engage à fournir ses éléments de calcul du prix proposé (devis fournisseur, marge, et charges appliquées) sur simple demande de chacun des établissements du GHT.

Le coût horaire autres prestations prévu sera appliqué (main d'œuvre et déplacement compris).

2.3 Lot 2 : Fournitures d'équipements et de pièces détachées de sécurité incendie

2.3.1 Composition

- La fourniture d'extincteurs, de matériels et de signalisation de sécurité incendie.
- La fourniture de pièces détachées pour la maintenance des extincteurs.
- Fournitures diverses concourant à la sécurité incendie.

2.3.2 Nature de la prestation

La prestation concerne :

- .La fourniture et pose, ou fourniture seule d'extincteurs, de matériels et de signalisation de sécurité incendie
- .La fourniture de pièces détachées pour la maintenance des extincteurs
- .La réalisation et la fourniture des plans d'évacuation et d'intervention.
- .Les fournitures diverses concourant à la sécurité incendie

Délai de livraison :

Le titulaire du marché assurera la livraison sous un délai de 48h après émission du bon de commande.

2.3.3 Description des produits

Les produits fournis seront conformes aux normes en vigueur.

A. Extincteurs

Extincteur EAU 6 litres pulvérisée avec additif :

- Conforme aux normes NF

- Critères essais minimum suivant : Foyer de classe A 34A
Foyer de classe B 144B
- Poignée en couleur Bleu
- Appareil à pression auxiliaire

Extincteur POUDRE POLYVALENTE 6 kg :

- Conforme aux normes NF
- Critères essais minimum suivant : Foyer de classe A 55A
Foyer de classe B 233B
- Poignée en couleur Jaune
- Appareil à pression auxiliaire

Une version à pression permanente sera proposée.

Extincteur CO² 2 kg et 5 kg :

- Conforme aux normes NF
- Corps aluminium
- Poignée de portage incluse

Extincteur EAU 45 litres pulvérisée avec additif.

Extincteur POUDRE 50 kg.

Nota : Les extincteurs sont fournis, posés, numérotés et signalisés par un pictogramme **indiquant la classe de feu conforme** aux normes en vigueur (10*10 cm minimum).

Reprise et destruction des anciens appareils

La reprise des extincteurs se fera sur décision du représentant de chaque établissement. La dénaturation du matériel repris sera à la charge du titulaire du marché. Un certificat de reprise des extincteurs sera remis au représentant de l'établissement concerné.

Une fois l'extincteur récupéré par le titulaire du marché, l'établissement concerné est déchargé de toute responsabilité.

L'établissement concerné peut aussi décider de conserver ses extincteurs non utilisés ou datés afin de les utiliser lors de ses formations de personnel en interne. A l'issue de son utilisation, l'extincteur sera repris par le titulaire du marché.

La reprise est comprise dans le prix de fourniture d'un nouvel équipement.

B. Plans d'évacuation et d'intervention

Les plans d'évacuation seront de formats A3, A2 ou A0 suivant les bâtiments ou les zones traitées.

Ils seront réalisés en matériaux résistants, plastifiés et encadrés.

La zone réservée au plan sera égale ou supérieure à 75% du format utile.

Les consignes et instructions seront adaptées à chaque établissement et validés par le représentant de l'établissement concerné.

Ils seront conformes aux textes et règlements en vigueur.

Une copie numérique au format PDF et DWG sera remis à chaque établissement.

Nota : Les prix proposés incluront l'étude, les relevés sur place ainsi que la pose des plans.

C. Boitier d'alarme autonome pour issues de secours

Le boitier est destiné à signaler par une alarme sonore toute ouverture de portes réservées à l'évacuation.

Le contact d'ouverture est positionnable sur chacun des côtés du boitier.

La mise en action et la mise en arrêt sont effectuées par clé.

Niveau sonore entre 95 et 97 dB.

Le boitier peut être programmable par cavalier :

- choix du délai de mise en surveillance après activation par la clé (0s ou 15s).
- choix du délai de mise en alarme après ouverture de la porte (0s ou 15s).
- choix de la durée de l'alarme (30s, 180s ou continu).

D. Pièces détachées

Le soumissionnaire devra chiffrer la fourniture de pièces détachées suivant le bordereau joint. Les pièces devront être conformes aux prescriptions des constructeurs.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation seront remplacés par des composants homologués.

Les fournitures objet du présent marché non prévues au bordereau pourront être choisies sur le catalogue du fournisseur, selon une proposition de remise chiffrée. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché et devront avoir un lien avec la famille des produits concernés.

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 12 septembre 2025